

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/13426]

22 MAI 2019. — Loi portant assentiment au Protocole de 2005 relatif au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Londres le 14 octobre 2005 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole de 2005 relatif au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Londres le 14 octobre 2005, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Défense,
D. REYNDEERS

Le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord,
Ph. DE BACKER

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be):

Documents: n° 54-3663

Rapport intégral: 17/04/2019

(2) Liste des États liés

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/13426]

22 MEI 2019. — Wet houdende instemming met het Protocol van 2005 bij het Protocol tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van vaste platforms op het continentaal plat, gedaan te Londen op 14 oktober 2005 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Protocol van 2005 bij het Protocol tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van vaste platforms op het continentaal plat, gedaan te Londen op 14 oktober 2005, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken en van Defensie,
D. REYNDEERS

De Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post, belast met Administratieve Vereenvoudiging, Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee,

Ph. DE BACKER

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: nr. 54-3663

Integraal verslag: 17/04/2019

(2) Lijst der gebonden staten

Protocole de 2005 relatif au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental

Les États parties au présent Protocole,

Étant parties au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, conclu à Rome le 10 mars 1988,

Reconnaissant que les raisons pour lesquelles le Protocole de 2005 à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime a été élaboré s'appliquent également aux plates-formes fixes situées sur le plateau continental,

Tenant compte des dispositions desdits Protocoles,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Aux fins du présent Protocole:

1. «Protocole de 1988» s'entend du Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, conclu à Rome le 10 mars 1988.
2. «Organisation» s'entend de l'Organisation maritime internationale.
3. «Secrétaire général» s'entend du Secrétaire général de l'Organisation.

ARTICLE 2

Remplacer le paragraphe 1 de l'article premier du Protocole de 1988 par le texte suivant:

1. Les dispositions des paragraphes 1 c), d), e), f), g), h) et 2 a) de l'article premier, celles des articles *2bis*, 5, *5bis* et 7 et celles des articles 10 à 16, y compris les articles *11bis*, *11ter* et *12bis*, de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, telle que modifiée par le Protocole de 2005 relatif à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, s'appliquent également mutatis mutandis aux infractions visées aux articles 2, *2bis* et *2ter* du présent Protocole lorsque ces infractions sont commises à bord ou à l'encontre de plates-formes fixes situées sur le plateau continental.

ARTICLE 3

1. Remplacer le paragraphe 1 d) de l'article 2 du Protocole de 1988 par le texte suivant:

- d) place ou fait placer sur une plate-forme fixe, par quelque moyen que ce soit, un dispositif ou une substance propre à détruire la plate-forme fixe ou de nature à compromettre sa sécurité.

2. Supprimer le paragraphe 1 e) de l'article 2 du Protocole de 1988.

3. Remplacer le paragraphe 2 de l'article 2 du Protocole de 1988 par le texte suivant:

2. Commet également une infraction toute personne qui menace de commettre l'une quelconque des infractions visées aux paragraphes 1 b) et c), si cette menace étant assortie ou non, en vertu du droit interne, d'une condition, afin de contraindre une personne physique ou morale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque.

ARTICLE 4**1. Insérer le texte ci-après en tant qu'article 2bis:****Article 2bis**

Commet une infraction au sens du présent Protocole toute personne qui illicitement et délibérément, lorsque cet acte, par sa nature ou son contexte, vise à intimider une population ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque:

- a) utilise contre ou à bord d'une plate-forme fixe, ou déverse à partir d'une plate-forme fixe, des explosifs, des matières radioactives ou des armes BCN, d'une manière qui provoque ou risque de provoquer la mort ou des dommages corporels ou matériels graves; ou
- b) déverse, à partir d'une plate-forme fixe, des hydrocarbures, du gaz naturel liquéfié, ou d'autres substances nocives ou potentiellement dangereuses, qui ne sont pas visés à l'alinéa a), en quantités ou concentrations qui provoquent ou risquent de provoquer la mort ou des dommages corporels ou matériels graves; ou
- c) menace de commettre l'une quelconque des infractions visées à l'alinéa a) ou b), ladite menace étant ou non assortie, en vertu du droit interne, d'une condition.

2. Insérer le texte ci-après en tant qu'article 2ter:**Article 2ter**

Commet également une infraction au sens du présent Protocole toute personne qui:

- a) illicitement et délibérément blesse ou tue toute personne, lorsque ces faits présentent un lien de connexité avec la commission de l'une des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 2 ou à l'article 2bis; ou
- b) tente de commettre une infraction visée au paragraphe 1 de l'article 2, à l'alinéa a) ou b) de l'article 2bis ou à l'alinéa a) du présent article; ou
- c) se rend complice d'une infraction visée à l'article 2 ou 2bis ou à l'alinéa a) ou b) du présent article; ou
- d) organise la commission d'une infraction visée à l'article 2 ou 2bis ou à l'alinéa a) ou b) du présent article ou donne l'ordre à d'autres personnes de la commettre; ou
- e) contribue à la commission de l'une ou plusieurs des infractions visées à l'article 2 ou 2bis ou à l'alinéa a) ou b) du présent article, par un groupe de personnes agissant de concert, cette contribution étant délibérée et faite soit:
 - i) pour faciliter l'activité criminelle du groupe ou en servir le but, lorsque cette activité ou ce but suppose la commission d'une infraction visée à l'article 2 ou 2bis; soit
 - ii) en sachant que le groupe a l'intention de commettre une infraction visée à l'article 2 ou 2bis.

ARTICLE 5**1. Remplacer le paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole de 1988 par le texte suivant:**

1. Chaque État Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées aux articles 2, *2bis* et *2ter* quand l'infraction est commise:

- a) à l'encontre ou à bord d'une plate-forme fixe alors qu'elle se trouve sur le plateau continental de cet État; ou
- b) par un ressortissant de cet État.

2. Remplacer le paragraphe 3 de l'article 3 du Protocole de 1988 par le texte suivant:

3. Tout État Partie qui a établi sa compétence pour les cas visés au paragraphe 2 en informe le Secrétaire général. Si ledit État Partie annule ensuite cette compétence, il en informe le Secrétaire général.

3. Remplacer le paragraphe 4 de l'article 3 du Protocole de 1988 par le texte suivant:

4. Chaque État Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées aux articles 2, *2bis* et *2ter* dans le cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas vers l'un quelconque des États Parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes 1 et 2.

ARTICLE 6**Interprétation et application**

1. Le Protocole de 1988 et le présent Protocole sont considérés et interprétés, entre les Parties au présent Protocole, comme un seul et même instrument.

2. Les articles 1 à 4 du Protocole de 1988, tel que révisé par le présent Protocole, ainsi que les articles 8 à 13 du présent Protocole constituent et sont appelés le Protocole de 2005 pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental (Protocole SUA de 2005 sur les plates-formes fixes).

ARTICLE 7**Ajouter le texte ci-après en tant qu'article 4bis du Protocole:****Clauses finales du Protocole de 2005 pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental**

Les clauses finales du Protocole de 2005 pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental sont les articles 8 à 13 du Protocole de 2005 relatif au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental. Dans le présent Protocole, les références aux États Parties sont considérées comme des références aux États Parties au Protocole de 2005.

CLAUSES FINALES**ARTICLE 8****Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion**

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature du 14 février 2006 au 13 février 2007 au Siège de

l'Organisation maritime internationale. Il reste ensuite ouvert à l'adhésion.

2. Les États peuvent exprimer leur consentement à être liés par le présent Protocole par:

- a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou
- b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
- c) adhésion.

3. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

4. Seul un État qui a signé le Protocole de 1988 sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou a ratifié, accepté, approuvé le Protocole de 1988 ou y a adhéré peut devenir Partie au présent Protocole.

ARTICLE 9

Entrée en vigueur

1. Le Présent Protocole entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle trois États l'ont signé sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou ont déposé auprès du Secrétaire général un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Toutefois, le présent Protocole n'entre pas en vigueur avant que le Protocole de 2005 relatif à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime ne soit entré en vigueur.

2. Pour un État qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole ou d'adhésion à celui-ci après que les conditions régissant son entrée en vigueur énoncées au paragraphe 1 ont été remplies, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prend effet quatre-vingt-dix jours après la date du dépôt.

ARTICLE 10

Dénonciation

1. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'un quelconque des États Parties à tout moment après la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur à l'égard de cet État.

2. La dénonciation s'effectue au moyen du dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général.

3. La dénonciation prend effet un an après le dépôt de l'instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général ou à l'expiration de tout délai plus long énoncé dans cet instrument.

ARTICLE 11

Révision et modification

1. Une conférence peut être convoquée par l'Organisation en vue de réviser ou de modifier le présent Protocole.

2. Le Secrétaire général convoque une conférence des États Parties au présent Protocole pour réviser ou

modifier le Protocole à la demande d'un tiers des États Parties ou de cinq États Parties, si ce dernier chiffre est plus élevé.

3. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur d'un instrument au présent Protocole est réputé s'appliquer au Protocole tel que modifié.

ARTICLE 12

Dépositaire

1. Le présent Protocole, ainsi que tout amendement adopté conformément à l'article 11, est déposé auprès du Secrétaire général.

2. Le Secrétaire général:

- a) informe tous les États qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré:
 - i) de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un nouvel instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que de leur date;
 - ii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
 - iii) du dépôt de tout instrument de dénonciation du présent Protocole ainsi que de la date à laquelle il a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;
 - iv) de toute communication faite en application de tout article du présent Protocole; et
- b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les États qui l'ont signé ou qui y ont adhéré.

3. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Secrétaire général en transmet une copie certifiée conforme au Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 13

Langues

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi.

FAIT À LONDRES, ce quatorze octobre deux mille cinq.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement respectif, ont signé le présent Protocole.

Liste des Etats liés

<u>États</u>	<u>Date Authentification</u>	<u>TYPE Consentement</u>	<u>Date Consentement</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Algérie		Adhésion	25/01/2011	25/04/2011
Allemagne		Adhésion	29/01/2016	28/04/2016
Antigua et Barbuda		Adhésion	24/11/2015	22/02/2016
Arabie Saoudite		Adhésion	31/07/2013	29/10/2013
Australie	07/03/2006			
Autriche	12/05/2006	Ratification	18/06/2010	16/09/2010
Belgique		Adhésion	02/07/2019	30/09/2019
Bénin		Adhésion	28/06/2018	26/09/2018
Bulgarie	11/09/2006	Ratification	07/10/2010	05/01/2011
Congo		Adhésion	28/05/2015	26/08/2015
Côte d'Ivoire		Adhésion	23/03/2012	21/06/2012
Cuba		Adhésion	10/04/2014	09/07/2014
Danemark	09/02/2007	Ratification	14/09/2018	13/12/2018
Djibouti		Adhésion	23/04/2014	22/07/2014
Espagne	12/02/2007	Ratification	16/04/2008	28/07/2010
Estonie	08/02/2007	Ratification	16/05/2008	28/07/2010
Etats Unis	17/02/2006	Ratification	28/08/2015	26/11/2015
Fiji		Adhésion	21/05/2008	28/07/2010
Finlande	27/02/2006			
France	14/02/2006	Approbation	09/05/2018	07/08/2018
Grèce	12/02/2007	Ratification	11/09/2013	10/12/2013

Italie	01/02/2007			
Jamaïque		Adhésion	28/11/2013	26/02/2014
Les Îles Marshall		Adhésion	09/05/2008	28/07/2010
Lettonie		Adhésion	16/11/2009	28/07/2010
Liechtenstein		Adhésion	28/08/2009	28/07/2010
Mauritanie		Adhésion	21/08/2013	19/11/2013
Nauru		Adhésion	29/04/2010	28/07/2010
Norvège	14/02/2006	Ratification	30/09/2013	29/12/2013
Nouvelle-Zélande	24/01/2007	Ratification	26/02/2018	27/05/2018
Palau		Adhésion	29/09/2011	28/12/2011
Panama		Adhésion	24/02/2011	25/05/2011
Pays-Bas	31/01/2007	Acceptation	01/03/2011	30/05/2011
Portugal	14/06/2006	Ratification	01/09/2015	30/11/2015
Qatar		Adhésion	10/01/2013	10/04/2014
République Dominicaine		Adhésion	09/03/2010	28/07/2010
Royaume Uni	23/01/2007			
Saint Marin		Adhésion	15/12/2014	15/03/2015
Saint Vincent et les Grenadines		Adhésion	05/07/2010	03/10/2010
Sainte Lucie		Adhésion	08/11/2012	06/02/2013
Suède	14/02/2006	Ratification	22/09/2014	21/12/2014
Suisse		Adhésion	15/10/2008	28/07/2010
Uruguay		Adhésion	29/04/2015	28/07/2015
Vanuatu		Adhésion	20/08/2008	28/07/2010

Protocol van 2005 bij het protocol tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van vaste platforms op het continentaal plat

(vertaling)

De Partijen bij dit Protocol,

Als partijen bij het Protocol tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van vaste platforms op het continentale plat, gedaan te Rome op 10 maart 1988,

Erkennend dat de redenen waarom het Protocol van 2005 bij het Verdrag tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van de zeevaart werd opgesteld ook gelden voor vaste platforms op het continentale plat,

Rekening houdend met de bepalingen van die Protocollen,

Zijn het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1

Voor de toepassing van dit Protocol:

1. wordt verstaan onder „Protocol van 1988”, het Protocol tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van vaste platforms op het continentale plat, gedaan te Rome op 10 maart 1988;
2. wordt verstaan onder „Organisatie”, de Internationale Maritieme Organisatie;
3. wordt verstaan onder „Secretaris-Generaal”, de Secretaris-Generaal van de Organisatie.

ARTIKEL 2

Artikel 1, eerste lid, van het Protocol van 1988 wordt vervangen door de volgende tekst:

1. De bepalingen van artikel 1, eerste lid, sub c, d, e, f, g, h, en tweede lid, sub a, en van de artikelen 2*bis*, 5, 5*bis* en 7, en van de artikelen 10 tot en met 16, met inbegrip van de artikelen 11*bis*, 11*ter* en 12*bis* van het Verdrag tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van de zeevaart, zoals gewijzigd bij het Protocol van 2005 bij het Verdrag tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van de zeevaart zijn van overeenkomstige toepassing op de strafbare feiten omschreven in de artikelen 2, 2*bis* en 2*ter* van dit Protocol, indien deze strafbare feiten worden gepleegd aan boord van of tegen vaste platforms op het continentale plat.

ARTIKEL 3

1. Artikel 2, eerste lid, sub d, van het Protocol van 1988 wordt vervangen door de volgende tekst:

- d. op een vast platform, op welke wijze dan ook, een voorwerp of substantie plaatst of doet plaatsen waarmee het vaste platform kan worden vernield of de veiligheid ervan in gevaar kan worden gebracht.

2. Artikel 2, eerste lid, sub e, van het Protocol van 1988 wordt geschrapt.

3. Artikel 2, tweede lid, van het Protocol van 1988 wordt vervangen door de volgende tekst:

2. Aan een strafbaar feit maakt zich eveneens schuldig hij die dreigt, al dan niet gepaard gaand met een voorwaarde zoals voorzien in de nationale wetgeving, teneinde een natuurlijke persoon of een rechtspersoon te dwingen tot het verrichten of zich onthouden van een handeling, een van de in het eerste lid, sub b en c

omschreven strafbare feiten te plegen, indien door deze dreiging de veiligheid van het vaste platform in gevaar kan worden gebracht.

ARTIKEL 4

1. De volgende tekst wordt ingevoegd als artikel 2bis:

Artikel 2bis

Aan een strafbaar feit in de zin van dit Protocol maakt zich schuldig hij die wederrechtelijk en opzettelijk, indien het doel van de gedraging door haar aard of context is een bevolking te intimideren of een regering of internationale organisatie te dwingen tot het verrichten of zich onthouden van enige handeling:

- a. tegen, op of vanaf een vast platform een explosief, radioactief materiaal of een biologisch, chemisch of nucleair wapen doet vrijkomen op een wijze die leidt of kan leiden tot de dood of ernstig letsel of ernstige schade; of
- b. van een vast platform olie, vloeibaar gemaakt aardgas of een andere schadelijke of gevaarlijke stof doet vrijkomen waarop sub a niet van toepassing is en wel in een zodanige hoeveelheid of concentratie dat dit leidt of kan leiden tot de dood of ernstig letsel of ernstige schade; of
- c. al dan niet gepaard gaand met een voorwaarde zoals voorzien in de nationale wetgeving dreigt met het plegen van een strafbaar feit zoals voorzien in sub a of b.

2. De volgende tekst wordt ingevoegd als artikel 2ter:

Artikel 2ter

Aan een strafbaar feit in de zin van dit Protocol maakt zich tevens schuldig hij die:

- a. wederrechtelijk en opzettelijk een ander verwondt of doodt in verband met het plegen van een van de strafbare feiten omschreven in artikel 2, eerste lid, of in artikel 2bis; of
- b. poogt een strafbaar feit te plegen omschreven in artikel 2, eerste lid, artikel 2bis, sub a of b, of sub a van dit artikel; of
- c. als medeplichtige deelneemt aan een strafbaar feit omschreven in artikel 2, artikel 2bis of sub a of b van dit artikel; of
- d. het plegen van een strafbaar feit omschreven in artikel 2, artikel 2bis of sub a of b van dit artikel organiseert of anderen opdracht geeft een van deze strafbare feiten te plegen; of
- e. bijdraagt tot het plegen van een of meer van de strafbare feiten omschreven in artikel 2, artikel 2bis of sub a of b van dit artikel, door een groep personen die opzettelijk, met een gemeenschappelijk doel handelt en:
 - i. hetzij met het oog op de bevordering van de criminele activiteit of het criminele doel van de groep, wanneer een dergelijke activiteit of het doel het plegen van een strafbaar feit inhoudt zoals omschreven in artikel 2 of 2bis;
 - ii. hetzij met de wetenschap van het doel van de groep een strafbaar feit te plegen zoals omschreven in artikel 2 of 2bis.

ARTIKEL 5

1. Artikel 3, eerste lid, van het Protocol van 1988 wordt vervangen door de volgende tekst:

1. Elke Staat-Partij neemt de maatregelen die nodig zijn om zijn rechtsmacht te vestigen met betrekking tot de in artikelen 2, *2bis* en *2ter* omschreven strafbare feiten, wanneer het strafbare feit wordt gepleegd:

- a. tegen of aan boord van een vast platform dat is gelegen op het continentale plat van die Staat; of
- b. door een onderdaan van die Staat.

2. Artikel 3, derde lid, van het Protocol van 1988 wordt vervangen door de volgende tekst:

3. Elke Staat-Partij die zijn rechtsmacht bedoeld in het tweede lid heeft gevestigd, stelt de Secretaris-Generaal daarvan in kennis. Indien een Staat-Partij daarna zijn rechtsmacht ter zake intrekt, stelt hij de Secretaris-Generaal daarvan in kennis.

3. Artikel 3, vierde lid, van het Protocol van 1988 wordt vervangen door de volgende tekst:

4. Elke Staat-Partij neemt de maatregelen die nodig zijn om zijn rechtsmacht te vestigen met betrekking tot de in artikel 2, *2bis* en *2ter* omschreven strafbare feiten in gevallen waarin de vermoedelijke dader zich op zijn grondgebied bevindt en hij deze persoon niet uitlevert aan een Staat-Partij die zijn rechtsmacht heeft gevestigd in overeenstemming met het eerste en tweede lid.

ARTIKEL 6

Interpretatie en toepassing

1. Het Protocol van 1988 en dit Protocol dienen, tussen de Partijen bij dit Protocol, tezamen te worden gelezen en geïnterpreteerd als een enkel instrument.

2. De artikelen 1 tot en met 4 van het Protocol van 1988, zoals gewijzigd bij dit Protocol, vormen, tezamen met de artikelen 8 tot en met 13 van dit Protocol, het Protocol tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van vaste platforms op het continentale plat van 2005 en worden als zodanig aangeduid.

ARTIKEL 7

De volgende tekst wordt toegevoegd als artikel 4bis van het Protocol:

Slotbepalingen van het Protocol tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van vaste platforms op het continentale plat van 2005

De slotbepalingen van het Protocol tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van vaste platforms op het continentale plat van 2005 zijn de artikelen 8 tot en met 13 van het Protocol van 2005 bij het Protocol tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van vaste platforms op het continentale plat. Verwijzingen in dit Protocol naar Staten-Partijen verwijzen naar Staten die Partij zijn bij het Protocol van 2005.

SLOTBEPALINGEN

ARTIKEL 8

Ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring en toetreding

1. Dit Protocol staat van 14 februari 2006 tot en met 13 februari 2007 open voor ondertekening op het hoofdkwartier van de Organisatie en blijft daarna open voor toetreding.

2. Staten kunnen hun instemming door dit Protocol te worden gebonden tot uitdrukking brengen door:
 - a. ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of
 - b. ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, gevolgd door bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of
 - c. toetreding.
3. Bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding geschiedt door nederlegging van een daartoe strekkende akte bij de Secretaris-Generaal.
4. Uitsluitend een Staat die het Protocol van 1988 zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring heeft ondertekend dan wel het Protocol van 1988 heeft bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd of ertoe is toegetreden kan Partij worden bij dit Protocol.

ARTIKEL 9

Inwerkingtreding

1. Dit Protocol treedt in werking negentig dagen na de datum waarop drie Staten het hebben ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring of een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding hebben nedergelegd bij de Secretaris-Generaal. Dit Protocol treedt evenwel niet in werking voordat het Protocol van 2005 bij het Verdrag tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen gericht tegen de veiligheid van de zeevaart in werking is getreden.
2. Voor een Staat die een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding met betrekking tot dit Protocol heeft nedergelegd nadat aan de voorwaarden van het eerste lid voor inwerkingtreding is voldaan, wordt de bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding van kracht negentig dagen na de datum van nederlegging.

ARTIKEL 10

Herziening en wijziging

1. Door de Organisatie kan een conferentie tot herziening of wijziging van dit Protocol worden belegd.
2. Op verzoek van een derde van de Staten-Partijen of van vijf Staten-Partijen, naargelang van welk aantal het grootst is, belegt de Secretaris-Generaal een conferentie van de Staten-Partijen tot herziening of wijziging van het Protocol.
3. Een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding die is nedergelegd na de datum van inwerkingtreding van een wijziging van dit Protocol wordt geacht van toepassing te zijn op het gewijzigde Protocol.

ARTIKEL 11

Herziening en wijziging

1. Door de Organisatie kan een conferentie tot herziening of wijziging van dit Protocol worden belegd.
2. Op verzoek van een derde van de Staten-Partijen of van vijf Staten-Partijen, naargelang van welk aantal het grootst is, belegt de Secretaris-Generaal een conferentie van de Staten-Partijen tot herziening of wijziging van het Protocol.
3. Een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding die is nedergelegd na de datum van inwerkingtreding van een wijziging van dit Protocol wordt geacht van toepassing te zijn op het gewijzigde Protocol.

ARTIKEL 12**Depositaris**

1. Dit Protocol en alle ingevolge artikel 11 aanvaarde wijzigingen worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal.

2. De Secretaris-Generaal:

- a. stelt alle Staten die dit Protocol hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden in kennis van:
 - - i. iedere nieuwe ondertekening of nederlegging van een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, alsmede de datum ervan;
 - ii. de datum van inwerkingtreding van dit Protocol;
 - iii. de nederlegging van elke akte van opzegging van dit Protocol, alsmede de datum van ontvangst ervan en de datum waarop de opzegging van kracht wordt;
 - iv. alle mededelingen die ingevolge een artikel van dit Protocol vereist zijn; en
 - b. doet alle Staten die dit Protocol hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van dit Protocol toekomen.

3. Terstond na inwerkingtreding van dit Protocol zendt de Secretaris-Generaal een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van de tekst aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties ter registratie en publicatie overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

ARTIKEL 13**Talen**

Dit Protocol is opgesteld in één oorspronkelijk exemplaar in de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

GEDAAN TE LONDEN de veertiende oktober tweeduizend vijf.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, dit Protocol hebben ondertekend.

Lijst Gebonden staten

<u>STATEN</u>	<u>ONDERTEKENING</u>	<u>TYPE INSTEMMING</u>	<u>DATUM INSTEMMING</u>	<u>DATUM INWERKINGTREDING</u>
Algerije		Toetreding	25/01/2011	25/04/2011
Antigua en Barbuda		Toetreding	24/11/2015	22/02/2016
Australië	07/03/2006			
België		Toetreding	02/07/2019	30/09/2019
Benin		Toetreding	28/06/2018	26/09/2018
Bulgarije	11/09/2006	Bekrachtiging	07/10/2010	05/01/2011
Congo		Toetreding	28/05/2015	26/08/2015
Cuba		Toetreding	10/04/2014	09/07/2014
Denemarken	09/02/2007	Bekrachtiging	14/09/2018	13/12/2018
Djibouti		Toetreding	23/04/2014	22/07/2014
Dominicaanse Republiek		Toetreding	09/03/2010	28/07/2010
Duitsland		Toetreding	29/01/2016	28/04/2016
Estland	08/02/2007	Bekrachtiging	16/05/2008	28/07/2010
Fiji		Toetreding	21/05/2008	28/07/2010
Finland	27/02/2006			
Frankrijk	14/02/2006	Goedkeuring	09/05/2018	07/08/2018
Griekenland	12/02/2007	Bekrachtiging	11/09/2013	10/12/2013
Italië	01/02/2007			
Ivoorkust		Toetreding	23/03/2012	21/06/2012
Jamaica		Toetreding	28/11/2013	26/02/2014
Letland		Toetreding	16/11/2009	28/07/2010

Liechtenstein		Toetreding	28/08/2009	28/07/2010
Marshall eilanden		Toetreding	09/05/2008	28/07/2010
Mauritanië		Toetreding	21/08/2013	19/11/2013
Nauru		Toetreding	29/04/2010	28/07/2010
Nederland	31/01/2007	Aanvaarding	01/03/2011	30/05/2011
Nieuw Zeeland	24/01/2007	Bekrachtiging	26/02/2018	27/05/2018
Noorwegen	14/02/2006	Bekrachtiging	30/09/2013	29/12/2013
Oostenrijk	12/05/2006	Bekrachtiging	18/06/2010	16/09/2010
Palau		Toetreding	29/09/2011	28/12/2011
Panama		Toetreding	24/02/2011	25/05/2011
Portugal	14/06/2006	Bekrachtiging	01/09/2015	30/11/2015
Qatar		Toetreding	10/01/2013	10/04/2014
Saint Lucia		Toetreding	08/11/2012	06/02/2013
Saint Vincent en de Grenadines		Toetreding	05/07/2010	03/10/2010
San Marino		Toetreding	15/12/2014	15/03/2015
Saoedi-Arabië		Toetreding	31/07/2013	29/10/2013
Spanje	12/02/2007	Bekrachtiging	16/04/2008	28/07/2010
Uruguay		Toetreding	29/04/2015	28/07/2015
Vanuatu		Toetreding	20/08/2008	28/07/2010
Verenigd Koninkrijk	23/01/2007			
Verenigde Staten	17/02/2006	Bekrachtiging	28/08/2015	26/11/2015
Zweden	14/02/2006	Bekrachtiging	22/09/2014	21/12/2014
Zwitserland		Toetreding	15/10/2008	28/07/2010